

minimes soient-ils, et que les banques ne sont plus à même d'allouer, puisque leurs bénéfices se restreignent dans la mesure même où la crise s'accroît. Il arrive un moment où le choix s'impose : ou faire sauter les banques ou faire sauter le franc. Et, à la Chambre, il y eut même un député socialiste, Mathieu, grand industriel de Nivelles, qui mit en évidence que si le franc avait sauté, c'était pour sauver les banques. D'autres oppositions anti-dévaluationnistes se firent entendre, mais elles provenaient du vieux personnel dirigeant qui craignait une hausse rapide du coût de la vie et de graves secousses sociales. Van Zeeland, par contre, en s'appuyant sur l'expérience anglaise de 1931 et sur celle de Roosevelt, put obtenir une majorité massive en démontrant que l'action convergente de la manipulation monétaire et des conditions meilleures dans lesquelles aurait pu vivre l'industrie d'exportation (dont il ne fallait pas s'attendre à une extension des ventes mais à une baisse du prix de revient : les matières premières importées revenant à meilleur marché), aurait permis de redonner un peu de sang à l'économie belge.

L'année du gouvernement de Rénovation Nationale s'écoule, en effet, sous le signe d'une reprise de la production. A part l'amputation de 40 p.c. du potentiel productif des capitaux, les avantages de la dévaluation se manifestèrent au point de vue de la concurrence internationale, et il se vérifia aussi un développement de l'industrie lourde conséquence de l'intensification des armements. Au point de vue social, les ouvriers, qui avaient fait les frais de la dévaluation, furent totalement abandonnés à la rapacité du patronat. Les mineurs, qui avaient subi, à la veille même de la formation du gouvernement Van Zeeland, une réduction de 5 p. c. (obtenue par l'introduction du prix du charbon dans l'index-number) ne purent obtenir l'annulation de cette réduction que grâce aux mouvements de mai 1935 (occupation des mines à Charleroi) et aux grèves de Liège en décembre de la même année. Pour ce qui est des chômeurs, des aménagements insignifiants furent apportés, mais, encore aujourd'hui, après les récentes grèves, toute l'armature des anciens arrêtés-lois reste debout. L'on mesurera l'œuvre sociale du ministre socialiste Delattre, ex-mineur et secrétaire de la Centrale des Mineurs, quand l'on considèrera qu'à cause de la baisse du nombre des chômeurs, le poids spécifique du budget du Travail, dans l'ensemble du budget étatique, doit être fortement baissé, ce qui constitue, évidemment, un titre d'honneur pour un digne défenseur de la bourgeoisie. Ce même ministre en est arrivé jusqu'à inscrire dans le bud-

get de 1936 des crédits limitatifs pour le chômage, mesure extrêmement réactionnaire et contre laquelle se sont insurgés les représentants des syndicats chrétiens, lesquels n'en avaient pas voulu lorsqu'un ministre catholique détenait le portefeuille du Travail.

Les élections législatives du 24 mai et provinciales du 1er juin jetèrent la consternation dans les rangs du P.O.B. Pour masquer la déception, l'on mettait en vitrine qu'à cause de la chute vertigineuse du parti catholique, le P.O.B., qui avait subi une perte moindre, se trouvait être le groupe parlementaire et sénatorial le plus puissant, celui à qui devait revenir la charge de former le futur ministère. L'on s'évertuait à prouver que le succès communiste, à cause de la nouvelle politique centriste, représentait quand même une compensation à la perte électorale du P.O.B., mais, en réalité, le désarmement était total devant le succès foudroyant des listes rexistes. Il faut reconnaître qu'il y avait de sérieux motifs d'étonnement : toute la campagne électorale péobiste se basait sur l'appel aux ouvriers pour qu'ils jugent les faits et expriment une condamnation sévère des gouvernements de déflation en même temps qu'une approbation enthousiaste du gouvernement de Rénovation Nationale qui, lui, avait remis la moitié des chômeurs au travail et s'apprêtait à faire rentrer dans la production le dernier des sans-travail. Au fond, le P.O.B. demandait aux ouvriers de se déclarer de chauds partisans de la politique de sauvetage des banques et du renflouement des coffres-forts capitalistes, alors que les salaires et les indemnités de chômage, qui étaient restés à la même valeur nominale, avaient, en réalité, baissés par rapport à la période des gouvernements de « déflation », puisqu'il y avait eu hausse du coût de la vie.

Nous avons vu que les rares augmentations de salaires ne furent jamais consenties par le jeu des conventions (l'index était toujours savamment manœuvré pour que le renchérissement de la vie n'apparaisse pas), mais furent octroyées uniquement parce que les ouvriers avaient délibérément menacé de la grève et qu'à Charleroi, à Liège et dans la vallée du Rupel, ils avaient déclenché des mouvements. Il faudra ajouter que, même lorsque l'index — tout faussé qu'il était — devait déterminer une hausse des salaires, le gouvernement de Rénovation Nationale suspendit, pour ses propres dépendants — les fonctionnaires — l'augmentation que, légalement, il aurait dû octroyer.

Les ouvriers ne plébiscitèrent pas le P.O.B., n'applaudirent pas à la politique qui avait conduit, avec succès, à une nouvelle transfusion de